

Aides et subventions des entreprises culturelles

par le **Pôle Juridique** du **CnT**

Contacts

Centre national du Théâtre
134, rue Legendre
75019 Paris
01 44 61 84 85

Aides et subventions des entreprises culturelles

La recherche de financements est l'une des questions fondamentales que doivent se poser tous les porteurs de projet du spectacle vivant.

Les lieux de création, de diffusion et les compagnies doivent ainsi connaître les différentes formes de subventions publiques qu'elles peuvent demander auprès des organismes nationaux et locaux, ainsi que les aides privées et leur fonctionnement.

Le Pôle Juridique du CnT a listé pour vous dans ce fascicule les principales aides auxquelles viendront s'adjoindre dans les prochains jours les aides publiques et privées versées aux auteurs.

Sommaire :

<u>I. Généralités sur les demandes de subventions auprès de l'Etat et des collectivités territoriales</u>	p.1
<u>II. Aides locales</u>	p.5
<u>III. Aides nationales aux équipes de création</u>	p.11
<u>IV. Aides nationales aux lieux de création et de diffusion</u>	p.21
<u>V. Aides versées aux auteurs</u>	p.27

Aides et subventions

Aides locales

I. Généralités sur les demandes de subventions auprès de l'Etat et des collectivités territoriales

A. Le dossier unique de demande de subvention pour les associations

Il existe un dossier unique de demande de subvention destiné aux associations sollicitant une aide de l'Etat, des collectivités territoriales (Régions, Départements, Communes) ou d'un établissement public pour le financement de leur fonctionnement ou d'une action spécifique. Sont exclues les demandes de subvention relatives aux dépenses d'investissement.

Une fois déposé, le dossier sert de base à la constitution d'un dossier permanent. L'association, à l'occasion d'une nouvelle demande de subvention auprès du même organisme subventionneur, est alors dispensée de produire les renseignements et documents figurant dans son dossier permanent. Elle doit en revanche produire un compte rendu d'activité permettant une évaluation de l'action précédemment subventionnée.

NB : ce dossier (Cerfa n°12156*03), rendu obligatoire par la circulaire du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'Etat aux associations, est disponible sur www.service-public.fr, "Associations" "Services en ligne et formulaires" "Demande de subvention en ligne".

B. Le dépôt des documents financiers en préfecture

La loi du 12 avril 2000 (n°2000-321) et son décret d'application du 6 juin 2001 (n°2001-495) prévoient que les organismes de droit privé ayant reçu annuellement une ou plusieurs subvention(s) d'un montant supérieur à 153 000 euros de l'ensemble des autorités administratives doivent déposer à la préfecture du Département où se trouve leur siège social :

- leur budget,
- leurs comptes,
- les conventions de subvention (si la subvention est d'un montant supérieur à 23 000 euros)
- le cas échéant, les comptes rendus financiers des subventions reçues.

NB : cette obligation de dépôt en préfecture ne s'applique plus aux associations et aux fondations depuis le 1^{er} janvier 2006. Elles ont simplement l'obligation de tenir des comptes annuels et d'en assurer la publicité lorsque le montant de leurs subventions et dons dépasse 153 000 euros.

Cette obligation concerne tous les types de subventions versés par l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics administratifs, les organismes de sécurité sociale ou tout autre organisme chargé de la gestion d'un service public administratif.

NB : lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce document est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée (art. 3 de la circulaire du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'Etat aux associations).

C. La rédaction d'une convention

Ces mêmes textes prévoient que toute subvention supérieure à 23 000 euros doit faire l'objet d'une convention d'objectifs (voir modèle sur : www.service-public.fr, "Associations" "Services en ligne et formulaires" "Modèle de convention d'objectifs") entre l'autorité administrative et l'organisme de droit privé bénéficiaire, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention (art. 1.2 de la circulaire du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'Etat aux associations).

A large, irregularly shaped piece of bright yellow paper with a torn, fibrous edge, positioned diagonally across the page. It contains two lines of text.

Aides et subventions

Aides locales

II. Aides locales

Les aides locales sont souvent les premières aides dont bénéficient les porteurs de projet. Il existe en effet de nombreuses possibilités de financement au niveau municipal, intercommunal, départemental ou régional en raison de la place grandissante des collectivités territoriales dans le financement des arts du spectacle. Les Conseils municipaux, généraux, régionaux, les communautés de communes disposent en principe d'un élu chargé de la culture, d'un service culturel et de moyens prévus à cet effet. Ils éditent généralement des guides des aides et subventions, en principe gratuits, que l'on peut se procurer auprès de la Direction de la communication de la collectivité concernée.

NB : les collectivités territoriales participent notamment au financement de nombreux établissements de spectacles publics ou disposant d'un label public tels que les Scènes Nationales, les Scènes Conventionnées ou encore les théâtres de ville.

A. Solliciter une aide des collectivités territoriales

Chaque collectivité détermine ses propres critères et il n'existe pas de système local commun et généralisé d'aide au spectacle vivant.

De manière générale, plus la collectivité est importante ou située à un échelon local élevé, plus les critères d'attribution d'une aide sont précisément définis et plus la distinction entre les structures plus récentes et professionnelles, plus expérimentées, prend de l'importance

B. Les aides des partenaires régionaux

Au niveau régional, il existe des organismes dispensant des aides financières (aide à la diffusion, aide à la création) ou des aides en nature (accompagnement à la production, tutorat, etc.). Ce sont, pour la plupart, des associations ou des Etablissements Publics de Coopération Culturelle (EPCC) créés ou financés dans le cadre de la politique culturelle des Conseils régionaux. Le tableau ci-dessous répertorie ces organismes et permet d'identifier les organismes chargés de soutenir et promouvoir le spectacle vivant sur leur territoire.

NB : toutes les Régions ne disposent pas forcément de tels organismes. Dans ces hypothèses, pour des demandes d'aides, les structures culturelles peuvent s'adresser directement au Conseil régional dont elles relèvent. Les organismes départementaux ne sont pas traités ici.

Région	Organisme	Aide aux compagnies	Aide aux lieux
Alsace	Agence culturelle d'Alsace	Coopération internationale Accompagnement de projets Aide technique Accueil en résidence Mise en réseau	Accompagnement de projets Aide technique
Aquitaine	OARA Office Artistique de la Région Aquitaine	Accompagnement de projets Coproduction Accueil en résidence Coopérations internationales Mise en réseau Aide à la reprise	Coréalisation Accompagnement de projets Aide technique Mise en réseau
Auvergne	LE TRANSFO Agence culturelle d'Auvergne	Accompagnement de projets Mise en réseau Partenariat	Accompagnement de projets Aide technique Mise en réseau Partenariat
Bretagne	Spectacle vivant en Bretagne	Information (veille juridique, veille documentaire, réalisation de supports d'information, mise en place d'un dispositif d'observation de l'activité en région, etc.) Accompagnement de projets Mise en réseau Conseil et accompagnement sur les formations	Information Accompagnement de projets Mise en réseau Conseil et accompagnement sur les formations
Centre	Culture O Centre	Accompagnement de projets Mise à disposition de matériel Festival Excentrique	
Champagne-Ardenne	ORCCA Office régional culturel de Champagne-Ardenne	Information (mise à disposition d'outils d'information spécifique ou générale) Accompagnement de projets Mise à disposition de matériel Mise en réseau Formation	Information Accompagnement de projets Mise à disposition de matériel Mise en réseau Formation
Ile-de-France	ARCADI Action régionale pour la création artistique et la diffusion en Ile-de- France	Coproduction Soutien à la diffusion Soutien aux actions artistiques Lieu d'information et de conseil Tutorat/Accompagnement	Partenariat financier
Basse-Normandie Haute-Normandie	ODIA Office de Diffusion et d'Information Artistique de Normandie	Accompagnement de projets Partenariat financier Mise en réseau	Accompagnement de projets Partenariat financier Mise en réseau Aide technique
Languedoc-Roussillon	Réseau en scène	Accompagnement de projets Soutien à la diffusion	Accompagnement de réseaux de lieux de diffusion
Lorraine	ARTECA Centre de ressources de la culture en Lorraine	Accompagnement de projets Organisation de rencontres professionnelles	Accompagnement de projets Organisation de rencontres professionnelles
Poitou-Charentes	Agence régionale du spectacle vivant	Accompagnement de projets Information et conseil Mise en réseau	Accompagnement de projets Information et conseil Mise en réseau
Provence-Alpes Côte-d'Azur	ARCADE Agence régionale des arts du spectacle	Accompagnement de projets Aide technique Mise en réseau Formations	Accompagnement de projets Aide technique Mise en réseau
Rhône-Alpes	NACRE Nouvelle agence culturelle régionale Rhône-Alpes	Accompagnement professionnel Conseil Formations Ressource documentaire	Information

C. La charte de diffusion interrégionale

Créée en 2009, cette charte réunit l'Onda et quatre agences régionales: Arcadi, Oadia Normandie, Oara et Réseau en scène Languedoc-Roussillon. Elle s'inscrit dans une démarche coopérative pour favoriser la diffusion nationale de spectacles créés par des compagnies implantées en Ile de France, Haute et Basse Normandie, Aquitaine et Languedoc-Roussillon.

Les critères de sélection portent sur:

- l'originalité de la démarche;
- ainsi que sur l'opportunité pour une équipe artistique de bénéficier de ce dispositif à un moment stratégique de son parcours.

Dès lors que le spectacle a été sélectionné pour faire partie du dispositif, un programme d'accompagnement autour de leurs stratégies de diffusion est proposé à chaque compagnie. Dans le même temps, un travail d'information et de sensibilisation est entrepris par les agences régionales et l'Onda auprès des programmeurs.

Ce travail se conclut par un soutien financier sur une durée de 16 mois aux lieux d'accueil. Ils peuvent recevoir :

- une garantie financière de l'Onda ;
- ainsi qu'une aide de l'agence régionale concernée pour les dépenses de transport, sur l'ensemble du territoire national (hors région d'origine), selon ses propres modalités ;
- pour les représentations en Ile-De-France en série et sous certaines conditions, les spectacles peuvent bénéficier d'une aide complémentaire d'Arcadi.

Pour bénéficier de la Charte, chaque projet doit:

- être programmé hors de sa région d'origine ;
- être présenté par une structure professionnelle ;
- faire l'objet d'un contrat de cession ou de contrats d'engagement ;
- faire l'objet d'une billetterie ;
- être réalisé dans des conditions financières et techniques professionnelles et visant à la constitution et à la fidélisation d'un public.

Le programmeur souhaitant bénéficier du soutien financier de la Charte doit se rapprocher de l'agence de la région d'implantation de la compagnie et adresser une demande de garantie financière à l'Onda. Une convention sera par la suite signée entre le lieu d'accueil, la compagnie, l'agence régionale et l'Onda.

Aides et subventions

**Aides nationales
aux équipes de création**

III. Aides nationales aux équipes de création

Cette partie traite exclusivement des dispositifs d'aide financière, et non de tous les dispositifs d'accompagnement, d'information et de ressources.

A. Aides à la production dramatique

1. L'Aide à la création du Centre national du Théâtre

L'aide à la création se compose d'une aide forfaitaire versée à l'auteur. Les textes examinés ne doivent avoir fait l'objet d'aucune représentation à la date de la commission (2 commissions par an). La demande d'aide doit être formulée par l'auteur lui-même. Cette aide peut venir en complément d'une aide à la production dramatique d'une DRAC.

Une aide au montage peut être versée à la structure professionnelle qui s'engage à produire l'œuvre de l'auteur soutenu, après autorisation écrite de l'auteur de monter sa pièce et sur présentation du budget de montage, des contrats passés avec les lieux de représentations et de la garantie de 20 dates de représentations au moins.

Pour plus de précisions sur ce dispositif, se reporter sur notre site www.cnt.asso.fr / Pôle auteur / Aide à la création).

2. Les aides des DRAC

Les dispositifs d'aides des DRAC n'étant pas tous uniformisés, il convient de contacter systématiquement la DRAC du siège d'implantation de la structure pour connaître ses dispositifs d'aides et modalités d'attribution.

a. L'aide à la production dramatique

Les Directions Régionales des Affaires Culturelles (DRAC) accordent cette aide dans le but de distinguer un projet de création et de soutenir une prise de risque de la part de jeunes artistes ou de donner les moyens à une équipe ou à un artiste confirmé d'entreprendre une production ambitieuse dans le domaine de l'écriture dramatique, du cirque, des arts de la rue, de la marionnette ou de la danse. L'aide peut être accordée au producteur délégué de l'œuvre pour le compte de la compagnie ou de l'artiste qu'il représente alors.

Les dossiers sont à retirer auprès de chaque DRAC.

- Conditions d'éligibilité

- Détenir la licence d'entrepreneur de spectacles ;
- s'être acquitté des obligations sociales (avoir déclaré les salariés, payé les salaires et les charges sociales, etc.) et fiscales (notamment les obligations relatives à la TVA) ;
- faire la demande dans la région du siège social de la compagnie ou de sa résidence et en aucun cas dans plusieurs DRAC ;
- la pièce doit être inédite (le cumul avec l'aide à la création du CnT est possible) ou appartenant au répertoire classique ;
- ne pas avoir réalisé le projet ;
- le metteur en scène ne doit pas avoir bénéficié de cette même aide l'année précédente.

Pour les modalités précises, s'adresser à la DRAC du siège social de la compagnie.

NB : un artiste n'ayant pas sa propre compagnie peut solliciter une aide pour un projet soutenu par une structure publique ou privée préexistante à laquelle il a confié l'accompagnement économique de son spectacle. Le producteur ainsi désigné doit garantir l'aboutissement du projet dans des conditions artistiques, économiques et sociales satisfaisantes.

- **Processus d'attribution de l'aide**

La décision est prise à partir de l'avis exprimé par les experts et des appréciations portées par l'Inspection de la création artistique (DGCA) :

- le principe de l'aide est arrêté après avis d'un comité d'experts qui statue sur la pertinence et la crédibilité artistique du projet, sur la qualité professionnelle de l'équipe artistique et technique pressentie ainsi que sur la faisabilité économique du projet ;
- l'aide est confirmée par la DRAC au regard des partenariats effectifs en matière de coproduction et de diffusion (notamment une série significative de représentations. La DRAC Ile-de-France exige par exemple une perspective de diffusion de 30 représentations).

NB : Dans certaines DRAC, il a également été mis en place une aide à la reprise. Cette aide doit permettre la reprise d'un spectacle qui a bénéficié d'une aide de l'Etat et qui a connu par la suite une interruption d'exploitation.

NB : Une aide à la résidence peut également être attribuée afin de soutenir la présence des compagnies ou des artistes au sein des lieux de production, de diffusion ou de formation. Elle offre à une compagnie les conditions techniques et financières pour concevoir, écrire, achever ou produire une œuvre nouvelle. La résidence peut porter sur un travail original, une expérimentation n'ayant pas pour but la création d'un spectacle. Dans les deux cas, le public doit être associé au cours du travail ou lors d'une présentation des travaux.

Dans tous les cas, il convient de s'adresser à la DRAC de son siège social pour connaître ses dispositifs d'aides et leurs modalités d'attribution.

b. Le conventionnement

Des conventions pluriannuelles peuvent être conclues avec des compagnies dont le rayonnement national, la régularité professionnelle et les capacités de recherche, de création et de diffusion sont régulièrement soulignés par le comité d'experts. Les conventions sont établies sur la base d'un projet artistique spécifique lié à un cahier des charges d'une durée de 3 ans.

- Principaux critères d'éligibilité

Les structures candidates doivent au minimum répondre aux exigences suivantes :

- qualité du parcours et des recherches artistiques ;
- professionnalisme de la gestion ;
- étendue du public concerné et volume d'activités ;
- implication d'autres partenaires publics (ville, département, région, etc) ;
- être titulaire d'une licence d'entrepreneurs de spectacles.

- Cahier des charges

Un cahier des charges dont l'ampleur est en adéquation avec le niveau du soutien du ministère, doit, au minimum, faire apparaître les éléments suivants :

- une définition claire du projet artistique ;
- un rapport au public construit, que ce soit à travers une démarche d'implantation, de résidence ou d'association avec une ou plusieurs institutions ;
- l'engagement de se situer dans le cadre éthique et professionnel défini par la Charte des missions de service public pour le spectacle vivant ;
- un minimum de 2 créations et de 120 représentations sur la période de conventionnement.

Pour ce type d'aide, l'engagement financier de l'Etat ne sera pas inférieur à 138 000 euros répartis sur 3 ans.

• Renouvellement

Un bilan contradictoire est effectué 6 mois avant la fin de la précédente convention entre la DRAC et la compagnie. Il est composé :

- du bilan fait par la compagnie qui comporte une auto-évaluation des activités et de la réalisation des objectifs fixés dans la convention ainsi qu'une annexe visant les évolutions envisagées ;
- du bilan établi par la DRAC qui porte sur l'analyse du volume d'activités de la compagnie, du professionnalisme de son fonctionnement, de la rigueur de sa gestion, de l'audience recueillie par les productions et plus généralement par le projet et la démarche artistiques ;
- de l'avis du comité d'experts sur l'évolution de la qualité et de l'intérêt artistiques durant la période de conventionnement.

La décision de renouvellement intervient 3 mois au moins avant la fin de la convention. Si le conventionnement n'est pas renouvelé, des mesures provisoires peuvent être mises en place pour l'attribution d'une aide spécifique de « sortie de convention » d'un an.

c. Le compagnonnage

Les compagnies conventionnées disposant d'une équipe expérimentée et de locaux adaptés et qui souhaitent accompagner un jeune artiste peuvent solliciter auprès de la DRAC du siège social de leur compagnie une aide au compagnonnage. L'objectif est d'offrir à de jeunes artistes la possibilité d'appréhender concrètement l'ensemble des aspects du métier et plus particulièrement de concevoir et réaliser des spectacles, sans avoir à constituer une structure juridique, grâce aux appuis logistiques, administratifs, artistiques et financiers apportés par la compagnie d'accueil.

La durée de l'aide au compagnonnage varie selon la nature du projet, dans la limite de 18 mois. L'aide ne peut être renouvelée l'année suivante ; pour être de nouveau éligibles les compagnies doivent attendre 2 ans après le dépôt du dossier précédemment retenu. Un artiste ne peut bénéficier de cet accompagnement qu'une seule fois.

Le montant maximum de l'aide est de 20 000 euros. La moitié de la somme doit servir à rémunérer un temps de travail de l'artiste accueilli au sein de la compagnie. L'aide allouée doit viser l'assistantat à la mise en scène / dramaturgie et comporter un engagement de réciprocité et de partage sur les plans artistiques, ainsi que techniques et administratifs : l'artiste accueilli collabore à la mise en œuvre d'un projet artistique de la compagnie "accueillante", de l'autre, cette dernière donne au "compagnon" les moyens d'expérimenter sa propre création.

3. L'aide à la création artistique de l'ADAMI

L'ADAMI (Société civile pour l'Administration des Droits des Artistes et Musiciens Interprètes) octroie une aide destinée à favoriser l'emploi des artistes dans le respect du Code du travail, des conventions collectives ainsi que des droits de propriété intellectuelle des artistes-interprètes. Chaque année, près de 900 projets sont aidés dans différents domaines de la vie artistique.

a. Conditions d'éligibilité

- La demande doit arriver au minimum 3 mois avant la première représentation ;
- le demandeur doit respecter la législation du travail, les conventions collectives en vigueur, les droits voisins des artistes-interprètes et s'acquitter de toutes les charges sociales. Il est notamment rappelé l'obligation de rémunérer tous les artistes-interprètes pour chaque jour travaillé, y compris les jours de répétitions ;

- 3 artistes-interprètes sur scène au minimum doivent être engagés sur le projet pour les spectacles dramatiques et de danse, deux pour les projets de variétés, un seul pour les autres genres (jazz, classique, lyrique, musique contemporaine).
- pour toute création dramatique ou chorégraphique, il est demandé un minimum de 38 services de répétitions sur 19 jours minimum

10 services de répétitions pour les créations chanson, rock, hip-hop, électro, pop, musiques du monde et traditionnelles ;

- le demandeur doit garantir un minimum de représentations :

- 15 hors Paris ou 26 dans Paris pour les spectacles dramatiques ; 30 dans des lieux relevant de la convention des théâtres privés sur une période maximale de 6 mois;
- 4 sur une période maximale de 8 mois pour les créations danse et sur une période maximale de 6 mois pour les musiques actuelles (chanson, rock, etc.)
- 3 sur une période maximale de 8 mois pour le jazz et la musique classique, lyrique et contemporaine.

Il est notamment précisé que le spectacle aidé doit nécessairement faire l'objet d'une contrepartie financière (contrat de vente ou billetterie) exception faite des spectacles des arts de la rue ;

- le projet doit être réalisé dans les 12 mois qui suivent la date de décision de la commission.

b. Description de l'aide

L'aide apportée ne peut être supérieure au tiers du budget global, sachant que l'aide moyenne attribuée est de 11 000 euros (spécifiquement de 14 000 € pour les spectacles d'art dramatique et 7 000 € pour les court-métrages. Un même producteur ne peut recevoir une aide plus de 3 fois sur une année civile. Celle-ci intervient en complément de financement du projet. Son versement se fait en 2 temps, sur présentation des justificatifs demandés :

- 50 % à l'acceptation du dossier
- 50 % une fois le projet réalisé

c. Procédure

4 commissions attribuent des aides : la commission dramatique (théâtre, cirque, arts de la rue, court-métrage), la commission variétés (rock, chanson, électro, pop, blues, hip-hop, musiques du monde et traditionnelles, music-hall, cirque, conte), la commission chefs d'orchestre et solistes de la musique et de la danse (jazz, classique, lyrique, contemporain, danse) et la commission formation. La commission dramatique examine en moyenne 320 dossiers par an et en retient environ 160 qui font l'objet d'une aide financière.

4. L'aide à la création de la SPEDIDAM

Dans la limite d'un dossier par an et par demandeur, la SPEDIDAM (Société de Perception et de Distribution des Droits des Artistes-interprètes de la Musique et de la danse) accorde son soutien aux projets de création ou de diffusion de spectacles dramatique, chorégraphique ou de cirque (entrent également dans cette catégorie les spectacles de variétés, de marionnettes, de cabaret, revues, music-hall et sons et lumières). Il s'agit d'une aide à la rémunération des artistes-interprètes.

a. Conditions d'éligibilité

La demande d'aide ne peut porter que sur des dates qui interviennent après la date de la commission d'agrément, sur une période maximum de 8 mois et pour au moins 3 dates de représentation.

Par ailleurs, l'organisme demandeur doit :

- être l'employeur des artistes-interprètes. A ce titre il doit respecter les droits sociaux et les rémunérations conventionnelles minimales ;
- respecter les droits d'auteur et les droits voisins.

Le dossier de demande d'aide à la création doit comprendre les documents suivants :

- les bulletins de salaires des artistes-interprètes pour lesquels l'organisme demande une aide à la rémunération ;
- le modèle de contrat de travail des artistes ;
- un contrat signé par l'organisme demandeur et un diffuseur (contrat de cession, contrat de location de salle, courrier de confirmation d'achat de spectacle, courrier de confirmation de mise à disposition d'une salle), ou un contrat de travail signé par l'organisme et un de ses artistes pour une date ferme postérieure à la commission d'agrément de la SPEDIDAM.

b. Description de l'aide

L'aide accordée par la SPEDIDAM ne doit pas amorcer un budget ; elle doit compléter les recettes, les aides éventuelles des pouvoirs publics et l'investissement du producteur du spectacle. Elle ne peut dépasser 40 % de la masse salariale justifiée par les bulletins de salaire.

Cette aide n'est pas cumulable avec une aide au déplacement (cf infra B. 3) accordée pour le même projet.

NB : pour télécharger les dossiers de demande d'aide : www.spedidam.fr, « Aides et subventions », « ADEL Aides et demandes en ligne ».

5. Le fonds SACD pour le théâtre

a. Production – diffusion

Ce fonds est destiné à soutenir des producteurs dans le montage d'un spectacle afin d'encourager la production d'œuvres audacieuses qui reflètent la diversité des écritures contemporaines en leur permettant d'être jouées sur scène.

Ce fonds s'adresse à des spectacles présentant les textes d'auteurs vivants d'expression française membres de la SACD et qui n'ont encore jamais été montés. C'est une aide à la production, impliquant donc un minimum de dates de représentations.

Chaque année, le fonds récompense entre 13 et 15 productions d'œuvres théâtrales d'expression française parmi lesquelles : 11 ou 12 créations théâtrales contemporaines ; 2 ou 3 reprises d'œuvres théâtrales contemporaines.

L'aide attribuée s'élève à 10 000 euros ou 15 000 euros par projet, selon qu'il s'agit d'une création ou d'une reprise.

b. Fonds SACD Musique de Scène

Il s'agit d'un fond d'aide à l'écriture de musiques destinées notamment à accompagner une pièce de théâtre, un spectacle de cirque, d'arts de la rue ou un spectacle de danse. Ce dispositif a pour objectif de favoriser la commande de musique originale dans le spectacle vivant, par rapport aux musiques préexistantes.

L'aide accordée par projet est d'un montant maximum de 5 000 euros, versée au producteur sur présentation d'un contrat de commande et de justificatifs de paiement des compositeurs.

NB : pour plus de précisions consulter le site de la SACD : www.sacd.fr, " Soutiens " "Spectacle vivant" "Théâtre".

B. Aides à la diffusion

Il est indispensable de prévoir dès le début d'un projet que celui-ci occasionnera des recettes d'exploitation. Il est même préférable que ces recettes couvrent l'intégralité des frais liés à cette exploitation (déplacements, communication, etc. se reporter au document "Comment élaborer son budget de production" dans la partie Pôle juridique / Fiches juridiques thématiques / Produire un spectacle professionnel). Toutefois, il arrive que ce ne soit pas le cas. Dans le cadre d'une

coréalisation ou d'une location, la recette récoltée par la compagnie peut s'avérer insuffisante. Dans le cadre d'une cession, il arrive que le prix de vente ne couvre pas tous les frais liés aux représentations (plafond de prise en charge des frais de déplacement, etc.). Les aides financières à la diffusion ont pour objectif de pallier ces inconvénients, lorsqu'ils sont prévisibles.

1. L'aide à la diffusion d'un spectacle vivant de l'ADAMI

L'aide de l'ADAMI (société civile pour l'Administration des Droits des Artistes et Musiciens Interprètes) peut également être demandée pour soutenir la diffusion du spectacle. Cependant la demande sera refusée si elle porte sur la reprise d'un spectacle au Festival d'Avignon Off.

Pour les spectacles dramatiques, les conditions sont les mêmes que pour une demande d'aide à la production (cf. supra III. A. 3). Concernant les spectacles de chanson, rock, électro, pop, musiques du monde et traditionnelles, 10 dates au minimum sont exigées. Pour les projets lyriques, jazz, chorégraphiques et de musique classique, baroque et contemporaine, 5 dates minimum sur 8 mois sont demandées.

2. L'aide à la diffusion de la SPEDIDAM

De la même façon que pour l'ADAMI, l'aide de la SPEDIDAM peut être demandée soit pour la création, soit pour la diffusion (cf. supra. III. A.4)

3. L'aide au déplacement à l'international de la SPEDIDAM

Dans la limite d'une demande par an et par structure, la SPEDIDAM accorde une aide financière pour les déplacements des artistes-interprètes dans le cadre de représentations hors de France.

a. Conditions d'éligibilité

La demande d'aide doit porter sur un projet qui concerne le spectacle vivant hors de France. Le déplacement doit avoir lieu après la commission d'agrément de la SPEDIDAM.

Par ailleurs, l'organisme demandeur doit :

- fournir une lettre de la structure d'accueil à l'étranger garantissant au moins 3 dates de représentation sur son territoire ;
- être l'employeur des artistes-interprètes. A ce titre, il doit respecter les droits sociaux et les rémunérations conventionnelles minimales ;
- respecter les droits d'auteur et les droits voisins.

La demande ne peut émaner d'une structure rattachée à une ville, un département, l'Etat ou une région.

Le dossier de demande d'aide à la création doit comprendre les documents suivants :

- les bulletins de salaires des artistes-interprètes pour lesquels l'organisme demande une aide à la rémunération ;
- le modèle de contrat de travail des artistes ;
- un contrat signé par l'organisme demandeur et un diffuseur (contrat de cession, contrat de location de salle, courrier de confirmation d'achat de spectacle, courrier de confirmation de mise à disposition d'une salle), ou un contrat de travail signé par l'organisme et un de ses artistes pour une date ferme postérieure à la commission d'agrément de la SPEDIDAM.

b. Description de l'aide

L'aide au déplacement peut s'élever jusqu'à 50% du prix du billet des artistes-interprètes.

Pour les déplacements au sein de l'Union européenne la prise en charge du déplacement est

plafonnée à 500 euros par artiste sur la base de 10 artistes maximum. Pour les déplacements hors Union européenne, le plafond est de 1 000 euros par artiste dans la limite de 10 artistes-interprètes. Elle n'est pas cumulable avec l'aide à la création et à la diffusion de la SPEDIDAM (cf. supra III. A. 4)

4. L'aide de l'Institut Français

a. Nature et destinataires de l'aide

L'Institut Français accompagne les artistes qui vivent et travaillent en France mais aussi en Afrique et dans la zone caribéenne.

Les aides peuvent prendre différentes formes : information, conseil, évaluation, appui logistique, aide financière (prise en charge des frais de transports, d'assurance, etc.). Elles sont généralement attribuées dans le cadre de programmes ou d'événements mis en place par l'Institut Français avec pour chacun des objectifs particuliers.

Dans le domaine des arts de la scène, l'Institut Français propose des programmes spécifiques pour le théâtre, les arts du cirque et de la rue, la danse, les musiques actuelles, la musique classique.

b. Instruction des dossiers par l'Institut Français

La programmation générale de l'Institut Français est soumise, chaque année, à l'approbation de son conseil d'administration. Tout dossier de demande d'aide est doublement instruit :

- sur le plan de la politique culturelle menée dans le pays concerné, à partir d'orientations et de priorités définies avec le service culturel des ambassades, le réseau du ministère des Affaires étrangères (instituts et centres culturels à l'étranger) ainsi qu'avec les partenaires étrangers ;
- sur le plan artistique, avec l'aide de commissions techniques et de collèges de réflexion composés de professionnels, d'inspecteurs de la DGCA, de responsables du Département des affaires internationales (ministère de la Culture et de la Communication) et de l'Onda.

Ces commissions et collèges se réunissent 2 fois par an.

C. Aides à l'emploi de jeunes artistes – L'aide du Jeune Théâtre National

Le Jeune Théâtre National (JTN), créé en 1971, est une association loi 1901 subventionnée par le ministère de la Culture et de la Communication. Les artistes (comédiennes et comédiens, scénographes, techniciens, metteurs en scène, dramaturges) issus du Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique et de l'École Supérieure d'Art Dramatique du Théâtre National de Strasbourg font partie du Jeune Théâtre National durant 3 ans après leur sortie.

Le JTN intervient dans la réalisation de spectacles en participant au remboursement d'une partie du salaire des artistes engagés par le producteur suite à une audition organisée par le JTN.

Ce soutien financier peut être accordé à tous les professionnels français ou étrangers exerçant dans l'art vivant : metteurs en scène de théâtre, de cirque, chorégraphes, etc.

La sélection se fait au regard du projet artistique, des rôles alloués aux artistes du JTN, du budget prévisionnel de production permettant la réalisation du projet, du nombre de représentations (pour les projets de théâtre une moyenne de 30 est généralement demandée).

Le salaire mensuel des artistes du JTN est fixé par le conseil d'administration. Il ne peut être ni inférieur, ni supérieur. Il est de :

- 2 010 euros brut, lorsque le producteur délégué a le statut de compagnie, de Scène Nationale ou de Centre Dramatique Régional. La durée de la prise en charge est de 3 mois au maximum ;
- 2 400 euros brut, lorsque le producteur délégué est un Centre Dramatique National ou un Théâtre National. La prise en charge du JTN est de 2 mois maximum.

Le montant remboursé par le JTN est fixé à 2 010 euros par artiste et par mois.

NB : pour plus de détails se reporter au site www.jeune-theatre-national.com

Aides et subventions

**Aides nationales aux lieux
de création et de diffusion**

IV. Aides nationales aux lieux de création et de diffusion

A. Les labels et programmes du ministère de la Culture et de la Communication

1. L'attribution d'un label public

Le ministère de la Culture et de la Communication subventionne directement et en intégralité le fonctionnement et l'équipement des établissements publics (Théâtres Nationaux, Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique, etc.).

Il finance également au niveau déconcentré les Centres Dramatiques Nationaux (CDN), les Centres Dramatiques Régionaux (CDR) ainsi que les Scènes Nationales (SN) qui ont pour mission de proposer des créations et des coproductions ainsi que la diffusion des spectacles.

2. Le programme des Scènes Conventionnées

a. Objectifs du programme

Le programme des Scènes Conventionnées s'adresse à des lieux de diffusion et de production (théâtres, centres culturels, etc.) dont l'Etat souhaite accompagner une partie du projet artistique ou culturel et ce, dans toutes les disciplines du spectacle vivant.

Les objectifs nationaux de ce programme concernent la diversification du champ des esthétiques proposées au public, l'engagement envers la création contemporaine, la politique des publics.

Le soutien apporté par le ministère concerne un programme précis d'actions. Ce n'est donc pas une aide au fonctionnement de la structure, mais un soutien à des activités identifiées, sur une base triennale.

NB : le programme est géré par les DRAC. Il faut donc s'adresser à la DRAC compétente pour toute information ou candidature.

b. Critères d'éligibilité

Il existe un socle minimal pour que la demande des lieux de diffusion et de production soit examinée : qualité de la programmation et du travail artistique, ancrage local fort, participation significative des publics, professionnalisme de la gestion, réelle indépendance des choix artistiques de la direction.

Après vérification de l'existence de ce socle minimal, les critères d'éligibilité suivants peuvent être soit déjà remplis par le lieu, soit prévus dans le projet artistique :

- un rôle important dans la diversification du champ esthétique proposé au public, qu'il s'agisse d'une programmation pluridisciplinaire ou d'un engagement marqué du lieu en faveur d'une discipline donnée, en complémentarité avec le paysage local et régional de la diffusion ;
- un engagement marqué dans le soutien aux formes exigeantes de création contemporaine, qu'il s'agisse de la programmation ou de soutien à la production par l'accueil et l'accompagnement d'équipes artistiques ;
- une politique active de publics (action culturelle associant les artistes, initiation et actions artistiques, politiques tarifaires, mise en place de transports collectifs spécifiques en milieu rural ou périurbain, spectacles et activités hors les murs, etc.).

B. Les aides à la diffusion de spectacles de l'Onda

1. Destinataires et nature de l'aide

Les aides financières de l'Office national de diffusion artistique (Onda) sont apportées aux lieux accueillant des spectacles et non aux compagnies. L'Onda collabore en priorité avec des lieux de diffusion pluridisciplinaires ayant une action permanente et se situant dans le cadre d'une action de

service public. Ainsi, la structure candidate doit être un organisme subventionné par les collectivités publiques et mener une action suivie de programmation suffisamment cohérente pour constituer et fidéliser un public.

Ces aides se matérialisent par des garanties financières sur le déficit et visent à favoriser l'émergence de nouvelles générations d'artistes ainsi qu'à augmenter le nombre de représentations dans chaque lieu.

2. Procédure d'attribution

Le risque financier pris par la structure doit être associé à un risque artistique. Le spectacle aidé financièrement par l'Onda doit être diffusé dans des conditions professionnelles, hors de sa région de production. La réalité du risque financier par rapport au statut et à la mission de l'organisme d'accueil, son budget, son projet culturel, son public et les caractéristiques du lieu sont pris en considération.

La demande doit être adressée à l'Onda au plus tard 2 mois avant la date de diffusion. Un budget prévisionnel est établi par la structure, à partir duquel l'Onda détermine la part du risque financier qu'il prend à sa charge. Après la ou les représentations, l'Onda examine le compte d'exploitation ; il règle ensuite le montant de sa participation dans les limites du déficit réel.

Pour plus de précisions sur la procédure d'attribution des aides, se reporter au site www.onda.fr.

3. La charte de diffusion interrégionale

Se reporter au point II. B ci-dessus.

C. Le fonds de soutien pour le théâtre privé

Pour aider le théâtre privé, un fonds de soutien a été institué en 1964 à l'initiative de l'Etat et des professionnels.

Géré par l'Association pour le Soutien du Théâtre Privé (ASTP), ce fonds est alimenté par la taxe perçue sur les spectacles d'art dramatique, lyrique et chorégraphique et des subventions de l'Etat et de la Ville de Paris ainsi que des dotations de l'ADAMI et de la SACD.

L'ASTP propose plusieurs dispositifs d'aides, à destination de ses adhérents, exploitants d'un théâtre fixe ou entrepreneurs de spectacles en tournée.

Par ailleurs, les organisateurs de spectacles assujettis à la taxe au profit de l'ASTP peuvent bénéficier de mécanismes d'incitation à la production, sous la forme de reversement d'une part de la taxe qu'ils ont acquittée.

1. Les aides aux adhérents exploitants d'un théâtre fixe

L'adhésion est réservée aux exploitants d'un théâtre qui s'investissent dans la production des spectacles pour lesquels ils s'acquittent de la taxe sur les spectacles dramatiques, lyriques et chorégraphiques (dite taxe ASTP). Les théâtres ne doivent bénéficier d'aucune subvention publique de fonctionnement ou d'exploitation. Le respect du droit du travail (et notamment la convention collective des théâtres privés qui sera remplacée d'ici peu par la convention collective du secteur privé – cette convention a été signée par les syndicats signataires, elle sera applicable à toute structure adhérente à l'un des syndicats signataires et toute structure entrant dans son champ d'application à son extension, soit a priori au 1^{er} semestre 2013) est également un critère fondamental pour pouvoir adhérer à l'ASTP.

a. Aides aux spectacles

• Le dispositif de garantie de déficit

Ce dispositif assurantiel permet aux théâtres d'être couverts sur une partie de leurs pertes (40 ou 30 % selon les cas) en cas de résultat déficitaire de leur exploitation. La garantie est délivrée en amont, sur présentation d'un devis. La garantie est complétée par des aides au montage et, dans certaines conditions, par des aides incitatives à l'emploi.

Pour accéder à ce mécanisme, il faut notamment justifier par saison d'un minimum de représentations assujetties à la taxe ASTP et d'un minimum de versement de taxe sur les spectacles.

• L'aide à la Création

Celle-ci ne peut être obtenue indépendamment de la garantie de déficit.

Les théâtres adhérents peuvent bénéficier d'aides à la création (incitation à la création et soutien à la création), dès lors qu'il s'agit d'une des cinq premières pièces d'un auteur. Ces aides sont accordées à condition que la pièce soit jouée pour la première fois en France et qu'elle n'ait pas été représentée plus de 30 fois en festival ou en tournée dans l'Union européenne.

Le cumul des aides (garantie, emploi, création) ne peut excéder 80 % du déficit constaté sur un spectacle aidé.

b. Aides remboursables

- L'"aide à la reprise" a pour but d'aider à l'acquisition d'un théâtre ;
- L'"aide sur fonds d'intervention" vient conforter passagèrement la trésorerie d'une entreprise adhérente.

c. Aides aux travaux

Enfin, dans le cadre d'une convention triennale signée avec l'Etat et la Ville de Paris, l'ASTP instruit des demandes de réhabilitation des théâtres privés adhérents tendant soit à la rénovation des équipements scéniques, soit à la réalisation de travaux de sécurité ou d'amélioration de la fonctionnalité des bâtiments. Ces travaux bénéficient de financements de l'Etat et de la Ville, au titre de la convention triennale.

2. Les aides aux adhérents entrepreneurs de spectacles en tournée

Les entrepreneurs de spectacles en tournée, titulaires des licences 2 et 3, adhérents de la section « tourneurs » de l'ASTP et justifiant d'un niveau minimum d'activité peuvent bénéficier d'aides à leur activité de tournée.

Certaines d'entre elles sont directement liées au volume d'activité et d'emplois générés ; elles font l'objet d'une répartition d'une partie des crédits annuellement alloués à la section « Tourneurs ».

D'autres visent à encourager la création et la production de nouveaux spectacles en tournée par le biais d'une aide au projet, à caractère remboursable et à concurrence de deux dossiers par an.

Par ailleurs, les adhérents de la section « Tourneurs » peuvent également accéder à des aides remboursables au titre du « Fonds d'intervention ».

3. Les mécanismes de reversement de taxe

Tout organisateur d'un spectacle assujetti à la taxe ASTP peut obtenir le reversement d'une part de la taxe qu'il a acquittée, dans la limite des deux exercices suivants et sur justification d'un nouveau spectacle également assujetti à la taxe versée à l'ASTP.

Le taux de reversement est de 50 % du montant de taxe acquitté, lorsqu'il s'agit d'un spectacle « hors tournées » et de 40 % lorsqu'il s'agit d'un spectacle en tournée. Ces reversements ne sont pas accessibles aux adhérents de l'ASTP éligibles aux mécanismes de la garantie.

D. Aides aux festivals

1. Les aides du ministère de la Culture et de la Communication

Comme ils résultent souvent d'initiatives locales, la plupart des festivals qui veulent obtenir le soutien du ministère relèvent des DRAC. Des festivals reconnus pour leur vocation nationale et internationale, comme le Festival d'Avignon et le Festival d'Automne, sont quant à eux directement soutenus par la DGCA.

2. L'aide aux festivals de l'ADAMI

L'aide de l'ADAMI peut porter sur un projet de festival de théâtre, variété, danse, musiques actuelles, classique, jazz, contemporaine, etc.

Le festival doit se dérouler sur 2 jours minimum et comporter au moins 10 entités artistiques (groupes ou compagnies). Exception faite des festivals de musique classique, jazz et de danse (minimum de 8 représentations payantes), l'aide n'est pas accordée pour les spectacles payants sur lesquels des artistes amateurs ou bénévoles sont présents.

La demande est refusée si le projet porte sur une aide :

- au fonctionnement ou assimilée à une programmation saisonnière ;
- à l'investissement ;
- aux festivals entièrement gratuits, hormis les festivals des Arts de la rue.

Le porteur de projet doit être le producteur principal du festival et être titulaire de la licence d'entrepreneur du spectacle. La demande d'aide doit être faite au moins 3 mois avant le début du festival.

3. Les aides de la SPEDIDAM

a) L'aide à la diffusion du spectacle dramatique/chorégraphique/cirque

Cf. supra III. A. 4

b) L'aide au festival de musique ou de chanson

Cette aide ne concerne pas les festivals de théâtre.

4. Soutien aux festivals de la SACD

L'objectif de ce soutien est de soutenir les festivals (festivals se déroulant sur au moins 2 jours et proposant au moins 4 spectacles) qui favorisent la présence des auteurs dramatiques et metteurs en scène contemporains de la SACD ainsi que la promotion de leurs œuvres.

Cette aide n'est pas cumulable avec celles octroyées par les aides des délégations régionales de la SACD.

NB : pour plus de précisions consulter le site de la SACD : www.sacd.fr, " Soutiens" "Spectacle vivant" "Théâtre".



Aides et subventions

Aides versées aux auteurs

V. Aides versées aux auteurs

L'ensemble des dispositifs d'aides accordés aux auteurs sont consultables sur www.cnt.asso.fr /
Pôle auteurs / Les dispositifs de soutien.

Le Centre national du Théâtre

Information et conseil sur le théâtre contemporain, aides aux auteurs dramatiques

5 pôles

- **auteurs** : dispositif national d'Aide à la création de textes dramatiques, Grand Prix de littérature dramatique
- **juridique** : permanence juridique gratuite, informations juridiques sur cnt.asso.fr et sur scene-juridique.fr
- **documentation** : 9 000 ouvrages consultables sur place, recherches bibliographiques, conseil à l'archivage
- **audiovisuel** : 800 films sur le théâtre consultables sur place, recherches documentaires, programmation cinéma
- **métiers / formations** : conseil sur les formations et métiers du théâtre sur rendez-vous et sur le site scene-emploi.fr

Programmations

- Festival Scènes Grand Écran : cinéma et arts de la scène www.scenesgrandecran.fr
- Projections-débats dans le cadre du « Mois du film documentaire »
- Collège du Théâtre : cycle de rencontres au CnT
- Colloques, journées d'étude, réunions d'information pour les professionnels
- Interventions au sein d'établissements de formation

Publications papier

- Annuaire du Spectacle Vivant : édition papier bisannuelle
- Livrets pédagogiques : sur des films de théâtre, en partenariat avec le CNC

Publications web

- cnt.asso.fr
- Scene-juridique.fr
- Scene-emploi.fr

Centre national du Théâtre

134 rue Legendre – 75017 Paris
Tél. : 01 44 61 84 85 • www.cnt.asso.fr
Métro La Fourche, ligne 13